

**Ambassade de France en Norvège**

**Service Économique d'OSLO**

Le Chef du SE d’OSLO Oslo, 22/09/2017

**L’économie norvégienne redresse la tête en 2017**

Sévèrement touchée par la chute du prix du baril en 2014, l’économie norvégienne redresse la tête, timidement au début de l’année et de manière plus marquée depuis la fin du premier semestre 2017. Les indicateurs repassent au vert, l’inflation ayant fortement décru, et le taux de chômage commençant à refluer. Les décisions du Gouvernement Solberg de puiser fortement dans le fonds souverain pour alimenter ses budgets 20016 et 2017, afin de réduire les taxes et de soutenir le marché du travail (embauche de fonctionnaires, aides à l’emploi), alliées à la politique accommodante de la Banque centrale (maintien du taux directeur à 0,5%, faible taux de change de la couronne norvégienne, ayant pour effet de soutenir les exportations), ont sans aucun doute joué un rôle majeur dans ce redressement de l’économie. Cette dernière demeure, malgré des efforts de diversification, encore très dépendante du secteur des hydrocarbures.

1. **La croissance est de retour**

Alors que la croissance de l’économie norvégienne a connu un taux historiquement bas de 1,1% en 2016, les prévisions de croissance pour 2017 s’établissent à **1,7%** selon la Banque centrale norvégienne, qui anticipe également une croissance de de **2%** pour 2018.

Selon l'OCDE, la croissance sera de 1,3 % en 2017 et 1,5% en 2018 chiffres proches des prévisions de la Commission européenne (1,2% pour 2017 et 1,5% pour 2018).

1. **Après avoir atteint des sommets il y a un an, l’inflation a fortement reflué**

La hausse des prix s’était élevée à 3,6% en 2016, un record depuis 2009, après avoir connu un pic à 4,4% en juillet 2016. Elle est en net recul en 2017, pour atteindre 1,3% au mois d’août (inflation annuelle glissante d’août 2016 à août 2017), selon l’institut de statistiques SSB. C’est le 8e mois de baisse consécutif.

Si l’on reprend l’indicateur retenu par la Banque centrale, à savoir l’inflation sous-jacente (qui exclut l’énergie et les variations fiscales, ce taux baisse à 0,9%.

La Banque centrale prévoit une inflation de 1,7% pour 2017 et 1,4% pour 2018.

Cette baisse de l’inflation est en partie due à la nette appréciation de la couronne norvégienne, mais également au maintien par la Banque centrale d’un taux directeur à 0,5%, résistant aux pressions qui lui demandaient de baisser ce taux, à l’instar des autres banques centrales. Ce taux devrait toutefois rester inchangé dans les prochains mois.

1. Le chômage commence également à reculer

Après le pic de 2016 à 4,8%, chiffre inédit pour la Norvège, le taux de chômage a commencé à reculer, se situant en juin 2017 à 4,3%, selon l’institut de statistique SSB.

Les prévisions de l’OCDE sont de 4,4% de chômage en 2017, et 4,2% en 2018, là encore proches de ceux de la Commission (4,5% pour 2017 et 4,2% pour 2018)

1. Les salaires, en hausse de manière très contenue en 2016, risquent de repartir à la hausse.

Les salaires ont cru en 2016, le salaire moyen annuel étant passé de 522819 NOK en 2015 à 530075 NOK en 2016 (source OCDE), soit une augmentation de 1,4%, taux le plus faible enregistré depuis longtemps en Norvège. Cette modération salariale, négociée entre les partenaires sociaux, commence à être remise en cause (conflit salarial dans le secteur des hydrocarbures en juin dernier), la croissance amorçant son retour et le chômage sa décrue.

1. Les prix de l’immobilier commencent à refluer, sous l’effet du durcissement de l’accès aux prêts, voulu par le Gouvernement, et d’un effort en termes de constructions de logements

Après avoir atteint un niveau record en 2016, le prix de l’immobilier à Oslo (et en Norvège) a connu une baisse importante après l’encadrement de l’accès aux emprunts immobiliers introduit le 1er janvier 2017. Ainsi, à Oslo, pour sa résidence principale, tout acheteur devra apporter au minimum 15% de la valeur en fonds propres, et 40% s’il s’agit d’une résidence secondaire. Ces mesures visent clairement à lutter contre l’inflation immobilière, et ont donc porté ses fruits : la baisse des prix a été de 3,6% à Oslo de janvier à juillet 2017 (contre 1,6 dans le reste de la Norvège, où les règles sont moins strictes). Par ailleurs, l’augmentation du nombre de logements neufs, facilitée par des mesures visant à encadrer les délais pour la délivrance des permis de construire, a également joué un rôle.

1. **La couronne norvégienne, malgré une légère appréciation, reste à un niveau faible face à l’euro.**

Le taux de change €/ NOK était de 9,27 NOK pour 1€ au 20 septembre 2016, de 8,85 NOK pour 1€ au 19 février, de 9,58 NOK pour 1€ au 29 juin et de 9,36 NOK pour 1€ au 20 septembre.

La couronne reste donc globalement à un niveau bas, loin de son record de mi-2012 (7 ,3 NOK pour 1 €), mais près de son taux le plus bas de décembre 2009 (9,96 NOK pour 1€).

1. Les investissements dans le secteur des hydrocarbures sont encore à la baisse en 2017, mais les perspectives pour 2018 s’éclaircissent

Selon SSB, les investissements danse secteur des hydrocarbures (extraction et transport) en 2017 sont estimées à 156 millions de NOK (16,7 Meuros) soit une diminution de 7% par rapport à 2016, eux-mêmes en diminution de près de 19% par rapport aux investissements de 2015. C’est en 2018 que la courbe devrait enfin s’inverser et les investissements repartir à la hausse dans ce secteur.

**COMMENTAIRES**

L’économie norvégienne connait sans conteste un redressement (ce qui explique en partie la victoire du Gouvernement sortant, coalition dirigée par les Conservateurs, aux élections législatives du 11 septembre dernier). Le Bureau des statistiques norvégien (SSB) confirme par ailleurs ses prévisions d’embellie économique pour les deux années à venir. Celle-ci est la conjonction de plusieurs facteurs : une monnaie faible, une politique financière et monétaire expansive, une forte croissance dans le domaine de la construction immobilière, et l’arrêt de la chute des investissements dans le secteur pétrolier.

La prévisible remontée de la devise norvégienne, ainsi que la nécessaire diminution du recours au fonds pétrolier pour équilibrer le budget (la limite de ponction a été abaissée de 4 à 3% en mars dernier), couplée aux prévisions d’un baril de pétrole qui devrait se maintenir au niveau actuel, ne fait que souligner l’impérieuse nécessité pour l’économie norvégienne de renforcer sa marche vers la diversification de son économie. L’écosystème autour de l’aquaculture et de la pisciculture est un exemple prometteur. Le développement d’un savoir-faire dans le domaine des transports électriques (voiture électrique, bus et ferries électriques, et même bateau de marchandise électrique) en est un autre. Chacun de ces modes de transport porte en germe son évolution vers une version autonome (sans pilotage humain), et la Norvège veut se positionner comme l’un des leaders de ce secteur d’avenir. Il en est de même pour la progressive mutation de l’industrie papetière en une industrie de transformation du bois, aux débouchés de plus en plus diversifiés : matériaux de construction, produits alimentaires pour animaux (à base de protéines issues de la cellulose), production de biocarburants …

Si aucun de ces secteurs n’est en mesure de rivaliser, par son poids, avec celui de la production d’hydrocarbures, leur croissance, qui se nourrit d’ailleurs parfois de transferts de technologies venant du monde de «  l’Oil & Gas », est la carte que la Gouvernement norvégien entend bien jouer dans les prochaines années. Et qu’il place délibérément sous le signe de la croissance verte, rappelant à l’envi son objectif affiché lors de l’Accord de Paris de réduction de ses émissions des gaz à effet de serre de 40%¨d’ici 2030 et d’un bilan carbone neutre de son économie à l’horizon 2050. Tout en assumant pleinement sa place de premier producteur européen d’hydrocarbures.